

Les origines de l'alphabétisation populaire: Marguerite Bourgeoys

Serge WAGNER, professeur à l'Université du Québec à Montréal

L'alphabétisation populaire au Québec est née dans les années 1960, mais elle s'inscrit dans un vaste mouvement historique de démocratisation de l'éducation. Le mouvement a vu le jour en Europe au XVII^e siècle, à la suite de l'invention de l'imprimerie et de l'avènement du protestantisme, qui préconisait la lecture de la Bible par tous. La Contre-Réforme catholique, avivée par le Concile de Trente, allait tenter d'y faire contrepoids; ainsi naquirent en France les «petites écoles». Marguerite Bourgeoys prit part à cette action dans sa ville natale de Troyes, et c'est cette idéologie qu'elle transporta en Canada, en 1653.

Bien sûr, l'œuvre de la «Sœur Bourgeoys» est traversée par un paradigme religieux qui lui confère cohérence et singularité. La sainte serait d'ailleurs horrifiée par plusieurs objectifs contemporains d'alphabétisation populaire, car la notion de laïcité lui était étrangère. Elle voulait «franciser¹» les «Sauvages»; elle croyait que les femmes devaient bien remplir leurs tâches... domestiques; elle respectait la hiérarchie et le statu quo social. Et pourtant, la pionnière voulait instruire les démunis : autochtones, femmes, pauvres. À ce titre, elle représente l'un des maillons importants de l'histoire de l'«alpha pop»!



Par-dessus le vrai visage de Marguerite B., on a peint un faux visage, défigurant ainsi l'esprit austère et militant de la fondatrice. La peinture originale a été mise à jour au début des années 1960.

L'action éducative de Marguerite Bourgeoys en Nouvelle-France s'inspire de quelques idées forces dont plusieurs ont conservé leur actualité. Ainsi, elle croit à l'instruction pour tous. Alors que la conception dominante de l'éducation est très élitiste, le mouvement des «petites écoles» préconise l'instruction du peuple par des écoles «gratuites», implantées tant en milieu urbain que rural et accessibles aux défavorisés. Ces écoles doivent assurer une formation de base, c'est-à-dire une «instruction» à la fois religieuse, alphabétique et sociale. En matière d'alphabétisation proprement dite, on enseigne à

lire (surtout), à écrire (un peu) et à «jeter» (compter). L'alphabétisation se fait en groupe, mais la pédagogie est traditionnelle.

Les «petites écoles» de la Mère Bourgeoys innovent pourtant par leur perspective d'alphabétisation globale et fonctionnelle. Le recrutement est fondamental et les activités éducatives doivent être flexibles; on organise des missions «ambulantes» et les projets se veulent des réponses aux *analyses du milieu*. Par exemple, Marguerite ferme une école de la Haute-Ville de Québec, au profit d'un établissement dans la Basse-Ville, près de la *clientèle* pauvre recherchée. Ses écoles visent donc à former de bonnes chrétiennes et de «bonnes mères de famille», aptes à l'éducation des enfants et aux travaux domestiques. Ainsi, les «ouvrages de la Providence» sont de véritables centres d'alphabétisation, de formation professionnelle et de dépannage. D'ailleurs, l'instruction n'est pas limitée aux enfants : on accueille aussi de jeunes adultes - dont les célèbres «filles du roi».

Accordant une priorité absolue aux défavorisés, Marguerite Bourgeoys se montre soucieuse d'équité sociale. On lui offre de s'occuper de l'éducation des élites, mais elle préfère servir les marginaux. De plus, à sa manière, elle est féministe, car elle pro-

meut le rôle des femmes : par leur instruction et en favorisant leur action propre au sein de la famille. L'action même de cette femme est exemplaire; elle conteste, au besoin, les autorités (mâles!) politiques et religieuses. Ainsi à son arrivée à Québec, en 1653, elle tient tête au gouverneur de Lauzon qui réclamait qu'elle s'établisse plutôt dans la capitale. De plus, Marguerite s'opposera souvent, quoique respectueusement, aux diktats de Mgr de Laval et Mgr de Saint-Valier sur le statut et l'orientation de sa «communauté de filles séculières». Femme d'entreprise, elle prend des décisions, réalise des transactions, signe d'innombrables contrats, etc.

Quant aux autochtones, elle désire, il est vrai, les civiliser et les christianiser, mais elle les considère néanmoins comme des êtres humains - ce qui n'était pas généralisé à l'époque - et elle accueille sans hésitation des «Sauvages» comme membres de sa communauté.

La fondatrice de la Congrégation de Notre-Dame (C.N.D.) se montre également opposée à l'esprit hiérarchique. Elle refusera que sa communauté devienne cloîtrée, comme les Ursulines de Québec : elle veut maintenir l'esprit séculier et conserver l'autonomie de son organisation. Elle exige que les sœurs s'habillent pauvrement «sans voile ni guimpe». Elle récuse aussi l'élitisme qui s'introduit dans les rapports entre les membres; amère, elle écrira : «Il faut que toutes les Soeurs soient égales et employées chacune à ce qu'elles sont propres; que la Supérieure puisse être cuisinière et la cuisinière, Supérieure, si elles sont capables.»

Voilà qui ressemble au principe voulant que l'éducateur soit lui-même éduqué et l'éduqué, éducateur! En fait, selon la Sœur Bourgeoys, les éducatrices doivent adopter le niveau de vie des démunis plutôt que celui de la bourgeoisie ou de la noblesse.

Notons enfin que l'action éducative de la communauté naissante est marquée par le... sous-financement! On agit souvent sans le sou, espérant des subventions ... qui ne viennent pas ou qui tardent. Pourtant, les interventions se font prioritairement en fonction des besoins : c'est ensuite qu'on tente de trouver les ressources nécessaires.

Malheureusement, Marguerite Bourgeoys ne parvient pas à maintenir son idéal au sein de sa communauté. On pratique à son endroit la torture mentale, on lui reproche ses dépenses inconsidérées pour les pauvres. Déjà, on a exigé une «spacieuse maison de pierre» en lieu et place de la grange-étable, première école de Montréal et siège de la communauté. Un groupe de sœurs *putchistes* prend le pouvoir et, jusqu'à sa mort, l'ancienne Supérieure est *tablettée*, littéralement séquestrée à l'infirmerie. Son œuvre d'éducatrice populaire est rapidement détournée par les tenantes d'une alphabétisation plus institutionnelle et plus rentable, appréciant peu le militantisme de la fondatrice et aspirant au confort et à la distinction sociale. Impuissante, l'ex-Supérieure rédige ses remontrances dans des «écrits autographes» étonnants, mais la communauté effacera certains noms cités, fera disparaître plusieurs feuillets, et ce qui en reste fera l'objet d'une publication-

maison partielle en... 1964.

À la mort de la fondatrice en 1700, un tableau de la morte est exécuté; l'austérité du visage constitue une dernière condamnation de l'orientation élitiste de la C.N.D. Qu'à cela ne tienne : la communauté fera peindre un portrait plus accommodant par-dessus la peinture authentique!

L'esprit militant de la fondatrice a été perverti; on a récupéré à d'autres fins son travail admirable; on a gommé les contradictions. Si pareil détournement des objectifs d'éducation n'avait pas eu lieu, peut-être le Québec n'aurait-il pas connu un retard historique aussi imposant en alphabétisation. Ce qui s'est produit à l'époque, c'est un peu comme si les commissions scolaires prenaient aujourd'hui le contrôle des groupes d'alphabétisation populaire tout en affirmant officiellement poursuivre les buts de l'«alpha pop». Heureusement, nous ne sommes plus au XVIIe siècle!

1. La francisation est le terme encore utilisé par le ministère de l'Éducation du Québec (MEQ), pour désigner l'intégration linguistique des allophones.

Pour en savoir plus

Le Centre Marguerite-Bourgeoys peut être visité gratuitement: 4873, Westmount, Montréal; le tableau exécuté par Pierre LeBer s'y trouve.

Liées à la C.N.D., la plupart des biographies de Marguerite Bourgeoys adoptent le point de vue officiel : il faut donc lire entre les lignes, surtout dans les ouvrages où les écrits autographes sont cités.

Sur les «petites écoles» : Grosperin, B. 1984. *Les petites écoles sous l'Ancien Régime*. Rennes : Ouest-France-Université.

Collectif Cléo, *Histoire des femmes au Québec*, depuis quatre siècles, Mtl, Ed. Le Jour, 1992.